

ministre actuel des Finances (M. Benson) le débloque.

Quelles répercussions cela aura-t-il sur les industries non seulement de l'Ontario mais de tout le Canada? Permettez-moi de vous parler de quelques-unes d'entre elles. Quelles seront les répercussions sur l'industrie du bœuf, par exemple, ou sur les producteurs de blé? Par suite de la situation actuelle, les producteurs reçoivent moins pour leurs produits parce que l'exportation de leurs denrées aux États-Unis leur rapporte moins de dollars américains.

Maintenant, qu'il me soit permis de traiter de la situation de l'Alberta, dans l'Ouest du Canada. J'ai été plutôt surpris d'entendre le chef du Nouveau parti démocratique parler d'un impôt sur les ventes de gaz naturel et de pétrole. Je comprends, comme lui, qu'on manque d'énergie aux États-Unis; néanmoins, ce pays doit encore acheter son gaz naturel du Canada, quoiqu'il puisse se procurer ailleurs le pétrole brut, comme il l'a fait dans le passé. Des députés de ce parti s'opposent à toute exportation de gaz naturel; du moins, ils semblent aller jusque-là.

Je me rappelle que le même argument a été invoqué, il y a quelques années, au sujet de l'industrie du charbon. On prétendait que si nous continuions à exporter le charbon, nous épuiserions nos ressources. Je signale que la province de l'Alberta possède un huitième des réserves mondiales de charbon, même si elle en a exporté et en exporte encore, et non seulement vers l'Ouest des États-Unis, mais aussi, en grande quantité, vers le Japon. Ils semblent donc avoir des vues très étroites, plutôt réactionnaires, lorsqu'ils parlent de la sorte de nos industries extractives. C'est grâce à ces exportations que notre balance commerciale avec les États-Unis est favorable à l'heure actuelle. Après tout, monsieur l'Orateur, nous ne pouvons utiliser qu'une certaine quantité de ces produits sur notre marché national, puisque nous n'avons que 20 millions de population, tandis que les États-Unis en ont 200 millions. C'est pourquoi, la production unitaire coûte plus cher au Canada qu'aux États-Unis, où le marché national est tellement plus considérable que le nôtre. Mais je veux souligner qu'il semble très réactionnaire de vouloir résoudre ce problème par l'imposition de droits à l'exportation du gaz naturel et du pétrole. A vrai dire, j'estime que ce n'est pas du tout là une solution.

Comme je l'ai dit au début, nous trouverons peut-être la réponse dans quelque nouvelle conception ou idée qui exigera d'être examinée, peut-être dans le dessein de former une sorte de marché commun nord-américain comprenant les États-Unis, le Canada et d'autres pays de notre hémisphère. De cette façon, nous aussi nous disposerons d'un bloc pour soutenir la concurrence de l'Europe et de l'Asie, aujourd'hui rivales du Canada autant que des États-Unis.

Je le répète, parmi les grandes industries d'exportation de l'Alberta se trouvent celles du pétrole, du gaz naturel et des produits connexes. Heureusement, ces exportations vers les États-Unis ne seront pas assujetties à une surtaxe. En 1970, l'Alberta a exporté du pétrole brut pour une valeur de 205 millions de dollars. Je crois que ce chiffre s'accroîtra en raison de la demande et de la relâche du contingentement. La province a aussi exporté aux États-Unis du gaz naturel pour une valeur de 665 millions de dollars. Si nos prix deviennent non concurrentiels même dans le domaine de l'énergie, on se tournera vers une autre source d'énergie. Nous l'avons vu au

cours de ces vingt dernières années lorsque nous avons demandé un prix excessif pour notre charbon des montagnes Rocheuses en Alberta. Les chemins de fer s'en servaient non seulement au Canada mais aussi aux États-Unis. Cela s'applique également au pétrole, brut ou non. Si nous demandons un prix trop élevé pour notre gaz naturel ou notre pétrole, la même chose se produira. Cela prendra peut-être plus longtemps, mais cela arrivera.

• (3.50 p.m.)

Il a existé un autre Lewis en Amérique du Nord, John L., qui a fortement contribué à la disparition des charbonnages. Quand le député parlait de la surtaxe sur le gaz naturel et sur le pétrole, j'ai été frappé de ce qu'il serait assez inconscient pour suivre certaines des recommandations faites à l'époque et qui semblaient si réactionnaires. Il est étonnant que les députés néo-démocrates semblent toujours vilipender les maisons américaines opérant au Canada. Je suis Canadien et les Américains n'ont aucunement voix au chapitre en ce qui concerne le droit des Canadiens à contrôler et à investir dans leur propre industrie. Les députés de ce parti-là ne disent jamais un mot de l'influence de ce même pays sur les syndicats qu'ils représentent. C'est une épée à deux tranchants. Les États-Unis exercent une influence trop grande dans notre pays, mais il faudra des solutions pour le monde des affaires ainsi que pour les syndicats dont ils parlent. Si l'influence est mauvaise dans un cas, elle l'est dans l'autre. Il y a beaucoup de syndicats ouvriers dans ma circonscription et ils y sont depuis que je siège ici. J'ai parlé à des représentants syndicaux et ils s'inquiètent de leurs propres syndicats à ce sujet, tout comme les hommes d'affaires s'inquiètent de l'investissement de capitaux canadiens dans nos industries. Nous voyons un côté de la médaille en écoutant ces députés, dont plusieurs ont été avocats pour des syndicats américains, mais nous ne voyons jamais l'autre. Nous ne voyons que le beau côté.

Pour ce qui est du problème qui a surgi entre le Canada et les États-Unis, il est sans doute regrettable qu'on n'ait pu trouver une solution. Qu'a fait le gouvernement? Il est allé aux États-Unis pour demander qu'on supprime la surtaxe. Que s'était-il passé auparavant? Quelle a été la réaction du gouvernement devant l'attitude américaine? On n'a pas réagi avec diplomatie pour essayer de résoudre nos problèmes de façon constructive, logique et économique. Le 17 août 1971, M. Charles Lynch écrivait ce qui suit:

Lorsqu'on émonde la déclaration du président Nixon de son verbiage, elle ressemble étrangement aux propos qu'ont tenus le premier ministre, M. Trudeau, et le ministre des Finances, M. Benson, au sujet du Canada au cours des deux dernières années.

Quand nous allons à Washington pour demander un traitement de faveur, qu'avons-nous à offrir en échange aux États-Unis? Nous leur avons bien fait comprendre que nous ne voulions pas nous faire mener par le bout du nez. M. Trudeau a exposé cette idée sans ambages en Union soviétique lorsqu'il a fait état de la grande inquiétude que nous cause notre voisin du Sud.

Même quand ces ministres-là parlent de choses militaires, je ne parviens jamais à les comprendre. Nous avons une frontière d'environ 4,500 milles. Je doute qu'il en soit de plus longue au monde, et à la nôtre on ne trouve ni canons ni armes.

M. Zink, dans le *Telegram* du 18 août, déclarait ceci:

Depuis son arrivée au pouvoir en 1968, le gouvernement Trudeau n'a manqué aucune occasion de botter notre voisin du Sud.